

19 octobre 2006

Le très hon. Stephen Harper  
Premier ministre du Canada  
Bureau du Premier ministre  
80, rue Wellington  
Ottawa, ON K1A 0A2

Télec. : 613-941-6900

Monsieur le Premier ministre:

Dans une lettre qu'ils vous adressaient le 8 mai dernier, les dirigeants nationaux du Conseil canadien des Églises exprimaient leurs inquiétudes au sujet de l'impact humain de la pandémie mondiale du sida et vous demandaient instamment d'annoncer plusieurs initiatives lors de l'intervention du gouvernement à l'assemblée générale des Nations Unies, au Sommet du G8 et à la Conférence internationale sur le sida. Tout en étant déçus de votre décision de ne pas assister à la Conférence de Toronto, nous avons apprécié la présence de la ministre de la Coopération Josée Verner et du ministre de la Santé Marion Clément. Nous avons cependant été déçus de voir l'annonce imminente de nouvelles initiatives canadiennes abruptement reportée à plus tard dans l'année. Que cette annonce n'ait pas encore été faite nous préoccupe grandement.

Monsieur le Premier ministre, le coût immense de la pandémie du sida demeure une des grandes priorités des Églises canadiennes et nous demeurons profondément engagés à l'égard des Églises et des partenaires d'outre-mer qui sont en première de ligne dans le soin des personnes vivant avec le VIH et le sida. La Préconférence œcuménique organisée par le Conseil canadien des Églises et la Conférence sur le sida nous ont permis de renouveler cet engagement et ont raffermi notre détermination à nous attaquer à la pauvreté, qui est aux racines mêmes de la pandémie. En qualité de Conseil canadien des Églises, nous avons pressé tous nos membres de faire preuve de leadership dans cette crise du VIH et du sida. Vous pouvez consulter, pour de plus amples détails, l'invitation aux Églises canadiennes ci-jointe.

Nous sommes désolés, en revanche, de l'absence de progrès dans chacune des initiatives proposées au gouvernement dans notre lettre de mai dernier :

1. *L'annulation intégrale des dettes bilatérales et multilatérales des pays à taux élevé de VIH :*  
Même si le Malawi est devenu admissible à l'annulation de sa dette multilatérale en fin d'août, notre demande n'a pas reçu de suite. La situation s'est vue aggravée par la révélation que des créanciers internationaux avaient perçu 23,4 milliards de dollars américains au titre du service de la dette auprès de l'Afrique subsaharienne en 2005, soit presque trois fois plus que le déficit de financement des programmes sur le sida en 2006 et 2007.
2. *Une initiative canadienne ayant pour objet de soustraire l'annulation de la dette aux conditions du FMI et de la Banque mondiale exigeant la privatisation des services de santé, des limites à l'embauche de préposés aux travailleurs de la santé et des frais d'utilisation pour les services publics..*  
Nous n'avons pas encore constaté de changements significatifs dans les politiques du FMI. Selon le Réseau africain sur la dette et le développement, le FMI a empêché la Zambie d'embaucher d'autres travailleurs de la santé, malgré le consentement du Canada à payer leurs salaires pendant cinq ans.
3. *Une contribution canadienne de 5 % des fonds requis pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et l'annonce d'un échéancier prévoyant l'augmentation du programme canadien d'Aide publique au développement jusqu'à 0,7 % du produit intérieur brut.*  
Il n'y a eu aucune réaction à cette demande; il en coûterait pourtant très peu au Canada, soit environ 60 millions de dollars, pour compléter les 250 millions de dollars déjà promis au Fonds mondial pour atteindre la cible pour 2006-2007.
4. *Des amendements à la législation canadienne sur les produits pharmaceutiques prévoyant d'annuler les mesures dissuasives prises à l'encontre de l'exportation de médicaments moins coûteux vers des pays privés de capacité de production de produits pharmaceutiques.*  
Au cours des deux années qui ont suivi l'adoption officielle du projet de loi *Bill C-9: Loi modifiant la Loi sur les brevets et la Loi sur les aliments et drogues, pas une seule pilule à faible coût n'a été expédiée du Canada.* Nous constatons qu'il y a eu du progrès à cet égard : le ministre de la Santé Tony Clement a reconnu que le Régime canadien d'accès aux médicaments « ne marche pas » et de mener des consultations sur la manière d'amender la loi.
5. *Un engagement à accorder la priorité aux femmes et aux enfants dans les efforts pour résoudre le problème du VIH et du sida.*  
Bien que la ministre de la Coopération internationale, madame Verner, ait réitéré les politiques de l'ACDI favorisant l'égalité des sexes et l'amélioration de la santé des femmes, on n'a annoncé aucune nouvelle initiative lors de la Conférence internationale sur le sida.

6. *Des mesures visant à garantir les soins de santé à toutes les personnes vivant avec le VIH au Canada, y inclus les immigrants et les réfugiés.*

Nous n'avons reçu aucune réponse à cette demande, sauf une communication selon laquelle elle serait acheminée à la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Ce défaut du gouvernement canadien de faire preuve de leadership dans ces domaines lors de la Conférence internationale sur le sida représente une occasion manquée. Les yeux du monde entier étaient tournés vers le Canada et nous avons failli à la tâche, gaspillant un temps précieux et perdant du terrain dans la lutte contre le VIH et le sida. Le Conseil canadien des Églises réitère aujourd'hui son appel au Canada à faire preuve de leadership dans les efforts pour éradiquer le sida et vous presse, monsieur le Premier ministre, de jouer un rôle actif dans l'adoption de mesures concrètes par le gouvernement du Canada.

Le premier décembre, Journée mondiale du sida, soulignera une fois de plus les inégalités dans l'accès aux médicaments pouvant sauver des vies, la pression écrasante de la dette non remboursable sur l'économies intérieure et le manque de fonds pour les programmes de prévention et de traitement. Puissent votre engagement à l'égard de l'évangile du bon Samaritain, tout comme l'appel du Christ à prendre soin des pauvres et à délivrer les prisonniers et la promesse du retour du Christ, éclairer notre gouvernement dans sa réponse à cet important défi mondial.

Dans l'espérance d'une réponse favorable, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs



Le Rév. James Christie  
Président

cc : L'honorable Josée Verner, ministre de la Coopération internationale  
L'honorable Tony Clement, ministre de la Santé  
L'honorable Jim Flaherty, ministre des Finances  
L'honorable Peter MacKay, ministre des Affaires Etrangères